

<https://www.pressegauche.org/La-politique-etrangere-de-Joe-Biden-retour-a-la-bonne-vieille-normale>



La politique étrangère de Joe Biden ; retour à la bonne vieille normale ?

- International - États-Unis -



Date de mise en ligne : mardi 9 mars 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Dans son discours majeur à la Conférence de Munich sur la sécurité le 19 février courant, où il expose sa politique étrangère, le Président Biden a déclaré d'un ton belliqueux : « America is back ». Il répète même la formule deux fois pour bien établir la fin de l'ère Trump.

Roger Harris, il siège au conseil de la Task Force on the Americas, (organisation anti-impérialiste et de défense des droits humains)

Counter Punch, 26 février 2021

Traduction, Alexandra Cyr

Rien n'est plus rassurant pour Colin Powell, l'ancien Secrétaire à la défense du Président George W. Bush, et 70 autres membres républicains.es de la sécurité nationale qui ont publié une lettre endossant la politique du Président Biden. « C'est la crainte de l'abandon de la politique étrangère transpartisane qui comporte le consensus sur les changements de régime, les guerres sans fin, et l'OTAN, de l'administration précédente, qui motive cette approbation ». Les néoconservateurs.trices républicains.es se sont réfugiés sous le parapluie du Parti démocrate devenu maintenant le Parti de la guerre.

Le Président actuel se distingue de son prédécesseur en promettant une plus grande confiance dans la diplomatie multilatérale et en se reposant sur des ententes de coopération internationale pour poursuivre les buts de l'impérialisme américain. Il confirme la réintégration du pays dans l'Organisation mondiale de la santé et le retour dans l'Accord de Paris sur le climat, mais, du même souffle, cela ne l'empêche pas de défendre la fracturation. Après le retrait des États-Unis du Conseil des droits humains de l'ONU par le Président Trump il y a trois ans, le pays y retournera avec le statut d'observateur. Le décret du Président Trump qui interdisait l'entrée des musulmans.es aux États-Unis a été révoqué par le Président Biden dès son entrée en fonction.

Malgré le changement d'administration à Washington, le but impérial de la « pleine domination » mondiale (dans tous ses aspects) reste le moteur de la politique américaine. Les 800 à 1,000 bases militaires présentes dans le monde entier ne seront pas fermées.

Cette position hégémonique permet aux États-Unis de punir en toute impunité le tiers de l'humanité (39 nations) par des sanctions illégales que les Nations Unies qualifient de « *mesures coercitives unilatérales* ». *Les sanctions sont une sorte de « guerre hybride »* qui peut être aussi mortelle que la guerre traditionnelle. Même si en regard de la pandémie de COVID-19 J. Biden révisé la politique de sanctions, on s'attend à ce « *qu'il continue à les utiliser mais de manière plus sélective* » comme le rapporte l'agence Reuters.

Le nouveau Secrétaire d'État, Antony Blinken, assure que ses politiques suivront celles de son prédécesseur, mais avec des « cibles plus efficaces », des ennemis officiels comme le Venezuela et une augmentation significative de l'attention accordée à la Russie. Copiant l'administration Trump, il maintient la demande d'extradition de Julian Assange à la Haute Cour du Royaume-Uni.

« Nous sommes à un point tournant »

Dans ce discours de politique étrangère, J. Biden met en garde contre « *la compétition entre les pays qui menace de*

diviser le monde » en « faisant pivoter les dynamiques mondiales ». Ce qui préoccupe le Président pour ce qu'il nomme « division du monde » réfère précisément à toute déviation à la domination américaine et conséquemment, à l'émergence de potentiels pouvoirs rivaux. Il réaffirme et donne une portée plus grande à la stratégie de sécurité nationale de D. Trump en 2017. C'est une doctrine de « compétition de grands pouvoirs » qui s'éloigne de la position de l'administration Obama en début de mandat et qui a été abandonnée plus tard, soit « l'interdépendance internationale ».

Ce que le Président désigne comme « *pivotements des dynamiques mondiales* » est identique à ce que le Secrétaire à la défense du Président Obama, Chuck Hagel, identifiait comme « la mise au défi de l'ordre du monde que les États-Unis ont aidé à mettre en place après la deuxième guerre mondiale ». En d'autres mots, le seul super pouvoir qui répugne à l'émergence d'un monde multipolaire sont les États-Unis.

En conclusion de son discours, J. Biden déclare : « *Nous sommes à un point tournant causé par de nouvelles crises* ». Il n'explique pas sa pensée, mais il s'agit d'une reconnaissance implicite de la crise de légitimité qui affecte l'ordre néolibéral mondial. Les États-Unis en sont les principaux bénéficiaires avec les promoteurs et ceux qui imposent une économie mondiale qui, de plus en plus, ne comble pas les besoins des personnes démunies. Les disparités révélées par la récession économique sont de plus en plus évidentes aux États-Unis, comme dans l'ensemble du monde. Ici, les multimillionnaires ont ajouté quatre mille milliards de dollars à leur richesse depuis le début de la pandémie.

Retour de l'Atlantisme et de l'expansion de l'OTAN

Pendant sa présidence, D. Trump s'est élevé contre le rôle de gendarme mondial des États-Unis : « Notre plan est de mettre fin aux guerres perpétuelles, de ramener nos soldats au pays, pas d'être les agents de police du monde ». Pour toute une série de raisons, cette déclaration peu orthodoxe ne s'est jamais transformée en politique. Il est clair que les rédacteurs.trices des discours du Président Biden ne lui mettront jamais de tels mots dans la bouche.

Au contraire, dans son discours, il souligne que les États-Unis sont « totalement engagés dans l'Alliance atlantique ». Il invite les pays européens à y augmenter leurs investissements et leurs capacités militaires. La mission américaine en Irak sera élargie et davantage de troupes américaines seront postées en Allemagne.

Le Président Biden justifie l'encerclement de la Russie par l'Otan et annonce que l'Ukraine et la Géorgie pourraient rejoindre (l'Alliance) « à cause de la menace que représente la Russie ». Naturellement, la Russie a réagi défensivement à la présence hostile de jeux militaires et de facilités nucléaires (si nécessaire) à sa frontière. Cette Alliance militaire sous contrôle américain a depuis longtemps quitté ses ancrages aux frontières atlantiques. L'OTAN et ses partenaires tout autour du globe, se sont étendu en Afghanistan, en Australie, en Colombie, en Irak, au Japon, en République coréenne, en Mongolie, en Nouvelle-Zélande et au Pakistan.

L'Afrique et le Proche-Orient

La nouvelle administration va augmenter sa présence militaire en Afrique grâce au commandement africain (AFRICOM) qui, en 2019, y a déployé des forces spéciales dans 22 pays qui sont intervenus dans les combats dans au moins 13 d'entre eux. L'exercice militaire le plus important en Afrique, « African Lions 21 » se tiendra en juin prochain avec les « pays partenaires ».

Le Département d'État a approuvé une vente d'armes de 200 millions de dollars à l'Égypte, un pays dont le Président

Trump avait qualifié le dirigeant de « dictateur favori ». Les États-Unis sont et restent le pourvoyeur d'équipements militaires le plus important du monde. (...)

Le gaz et le pétrole sont des ressources stratégiques et la quantité utilisée dans le monde est cruciale pour le contrôle impérial. Si la Russie n'avait pas les revenus de son pétrole et de son gaz qui représentent 60 % de son PIB, elle serait une économie mineure. Maintenant que les États-Unis sont devenus un exportateur de pétrole, les riches monarchies pétrolières du Golfe (Arabique) sont à la fois des alliés et des compétiteurs potentiels.

D. Trump avait élargi la « relation particulière » des États-Unis au Proche Orient avec Israël et l'Arabie saoudite. J. Biden poursuit cette trajectoire. Il ne reviendra pas sur le déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem et les droits des Palestiniens. Les ne seront pas plus reconnus non plus.

L'administration Biden continue d'ignorer l'armement nucléaire d'Israël et reste attachée à l'obsession américaine envers le programme nucléaire iranien. Le Président Biden s'est engagé à renégocier une « meilleure entente » avec l'Iran, mais qui inclurait une des demandes de D. Trump, soit d'y inclure la politique iranienne dans toute la région.

La nouvelle administration va augmenter les troupes américaines en Syrie et y ajoutera des bases militaires. Damas est encore plus affaibli par la pandémie, le blocus économique et par la persistance des hostilités des États-Unis et de leurs « partenaires ».

J. Biden a annoncé que les États-Unis ne soutiendraient plus les « opérations offensives » de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite contre le Yémen, maintenant au cœur d'une catastrophe de droits humains. Reste à voir ce que la poursuite de l'aide mortelle « défensive » à l'Arabie saoudite pourra entraîner. Ce pays possède la 5e plus grande armée du monde qui lui coûte l'astronomique 8 % de son PIB. Certaines des ventes d'armes et d'équipement militaire à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis ont été suspendues temporairement. Ce à quoi le PDG du fabricant d'armes Raytheon a répliqué : « *Ce n'est pas de sitôt que la paix surgira au Proche Orient* ». Il doit être au courant puisque le Secrétaire à la défense nommé par J. Biden a siégé sur son conseil de direction.

L'arrière-cour des États-Unis et la doctrine Monroe au 21e siècle

La doctrine Monroe qui considère les pays d'Amérique latine et des Caraïbes comme la propriété des Américains est mise à mal en ce moment. Une vague de gains électoraux par des politiciens.nes plus à gauche ont eu lieu au Mexique, en Argentine et en Bolivie. Il est possible que cela arrive aussi en Équateur en avril prochain. On observe des soulèvements populaires en Argentine, en Haïti et ailleurs. La résistance se poursuit au Venezuela, à Cuba et au Nicaragua.

Le jour de son arrivée en poste, J. Biden avait le pouvoir, par décret, de restaurer les assouplissements que B. Obama avait accordés à Cuba et qui ont été annulés par D. Trump. Un mois plus tard, il n'a pas encore mis fin aux limites imposées aux transferts de fonds, aux restrictions sur les voyages et sur d'autres sanctions illégales imposées à Cuba (par l'administration Trump). Il poursuit la politique illégale de changement de régime dans ce pays comme les 12 Présidents qui l'ont précédé par des manoeuvres de déstabilisation camouflées ou évidentes, le blocus et l'occupation de Guantanamo. B. Obama avait admis que les ouvertures concédées à Cuba n'étaient pas une remise en cause de la politique en place, mais une tentative d'en arriver à un changement de régime par d'autres moyens.

L'idée de changer le régime vénézuélien a été particulièrement présent dans les campagnes électorales de D. Trump et de J. Biden. Le candidat d'opposition soutenu par les États-Unis, Juan Guaido, a été lâché par l'Union européenne. Cette farce, instaurée par D. Trump, a été poursuivie par J. Biden qui est revenu sur l'engagement pris

durant sa campagne électorale, soit de possiblement négocier directement avec le Président élu Nicola Maduro.

Une fois au pouvoir, J. Biden a expulsé des milliers d'immigrants.es d'Haïti et d'autres pays. L'Union américaine pour les libertés civiles estime qu'il s'agit là « d'un pas en arrière décevant de la part de l'administration Biden par rapport à ses engagements précédents de rompre avec les politiques d'expulsions nocives de D. Trump et de B. Obama ».

Le pivot vers l'Asie

La politique étrangère américaine est le reflet des qualités spécifiques de la personne qui occupe le bureau oval, des forces en place dans son parti, d'une constellation de pays et de pouvoirs corporatifs actifs autour de la question. Dissimuler ces facteurs représente des développements géopolitiques beaucoup plus importants, d'autant plus que, maintenant, la Chine émerge comme la manufacture du monde entier.

La Chine est un rival en devenir, mais ne fait pas le poids face aux États-Unis comme pouvoir économique. Sa croissance économique spectaculaire était prévue depuis son intégration dans le marché capitaliste mondial dominé par les États-Unis. Même si la Chine est l'exportateur dominant dans le monde, un maigre 4 % des échanges internationaux sont réalisés dans sa monnaie, alors que 88 % le sont en dollars américains et que près de la moitié du commerce entre la Chine et la Russie se règle en dollars américains. Pourtant ces deux pays subissent des sanctions de la part des États-Unis.

J. Biden poursuit la politique de 2012 de B. Obama du « pivot vers l'Asie » et marche dans les pas de D. Trump en intensifiant, comme lui, l'hostilité envers la Chine. L'appareil militaire américain cherche à circonscrire la Chine que ce soit au sol, dans les airs, en mer et même dans l'espace ; la mer de Chine du sud étant le haut lieu d'affrontements.

En Afghanistan, D. Trump a négocié un traité de paix avec les Talibans et le gouvernement afghan, soutenu par les États-Unis, qui y sont en guerre depuis 20 ans maintenant. L'administration Biden a annoncé qu'elle ne respecterait pas ce traité qui comprend le retrait de toutes les troupes américaines ; au contraire, l'intervention devrait s'intensifier.

La République populaire de Corée entre dans sa 71 e année officielle de guerre contre les États-Unis sans fin en vue. Quand D. Trump, en 2019, a rencontré son président, Kim Jong-un, les Démocrates ont crié à la trahison. On peut être certains que J. Biden ne commettra pas l'erreur patriotique de tenter de diminuer les tensions entre les deux pouvoirs nucléaires.

La politique nucléaire : 100 secondes avant minuit

Les États-Unis créent de la tension avec la Russie et la Chine en installant des missiles nucléaires de défenses (à leurs frontières). C'était illégal jusqu'à ce que George W. Bush abroge le traité ABM avec la Russie en 2002. Ces systèmes de défenses ont pour objectif de répondre à de premières attaques nucléaires. Récemment, le Congrès a autorisé l'installation d'une nouvelle génération de missiles balistiques américains intercontinentaux.

La politique officielle de la Chine en matière nucléaire est de : « ne pas être la première à utiliser ces armes n'importe quand et en aucune circonstance ». Celle de la Russie est de n'utiliser ces armes que « lorsque l'existence même de la nation est menacée ». Les États-Unis, au contraire se réservent le droit « d'utiliser les premiers leurs armes nucléaires ».

Un programme de modernisation de ces armes au montant de 1 000 milliards de dollars a été inauguré sous B. Obama, poursuivi par D. Trump, mais il est refoulé dans les limbes par J. Biden, alors que la mise aux normes de tout l'arsenal est à l'ordre du jour. Cela augmente de beaucoup les risques de déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire, et amplifie la course aux armes avec la Russie et la Chine. L'Amiral Charles A. Richard, commandant en chef de la stratégie aérienne américaine, met en garde : en cas de conflit avec la Russie ou la Chine « *l'utilisation des armes nucléaires est une véritable possibilité* ».

C'est ce climat international qui fait dire au Bulletin of the Atomic Scientists que 2021 est à 100 secondes de minuit sur l'horloge de la catastrophe. Si le Traité sur la prohibition des armes nucléaires a été adopté aux Nations Unies en janvier de cette année, les États-Unis ne l'ont toujours pas ratifié. Par contre, J. Biden a prolongé de quatre ans le traité New Start sur les armes nucléaires avec la Russie.

Un autre monde est possible mais il faut de nouveaux États-Unis

« Le leadership américain » dans le monde, auquel se rallient et les Démocrates et les Républicains.es, n'est pas démocratique. Personne n'a élu les États-Unis en leur donnant un mandat de maternage du monde. Les sondages internationaux révèlent que ce pays est le plus craint, détesté et qualifié de plus dangereux parmi tous les pays du monde. De plus, il est perçu comme la plus grande de menace à la paix mondiale.

Le projet Vox Populi rapporte qu'une majorité de la population américaine ou des minorités significatives appuient la réduction du budget militaire, le travail en faveur de la paix sans intervention à l'étranger, la négociation directe avec les adversaires afin d'éviter des confrontations militaires, la diminution du nombre de soldats.es à l'étranger et la limitation des prérogatives présidentielles d'attaquer des adversaires étrangers.